



**A gauche :**  
« Ils nous ont enlevé une partie de nous », dit Joana Brau, ancienne lavandière à Itapina, rencontrée en mars.

**A droite :**  
« Samarco nous a sommés de ramasser les poissons morts et de les cacher si on nous questionnait », se souvient Simon Barbosa dos Santos, un pêcheur de 74 ans.



**Trois ans après la catastrophe, le Rio Doce continue de charrier la boue collée sur ses berges et dans ses fonds.**

## LES CHIFFRES

56,6 MILLIONS DE M<sup>3</sup>

### de déchets toxiques

Le barrage de Fundao retenait 56,6 millions de mètres cubes de déchets d'une mine d'extraction de fer exploitée par Samarco.

650 KM

### à nettoyer

La boue s'est étalée sur quelque 650 kilomètres, tuant 19 personnes et bouleversant la faune et la flore. Dans le fleuve, il y avait 40 espèces de zooplancton, il n'y en a plus que 18.

## Le secteur minier au cœur de plusieurs scandales

LES RESPONSABLES POLITIQUES BRÉSILIENS sont de grands émotifs. Aussi, lorsque le président, Michel Temer, a apposé, le 12 juin, sa signature sur le décret qui modifie les règles régissant l'activité minière, Vicente Lobo, secrétaire d'Etat chargé des mines, n'a pas retenu ses larmes. Présenté par le gouvernement comme un « accomplissement » et une façon d'« aligner les lois avec la réalité de l'économie contemporaine », en modifiant la distribution des royalties de l'industrie, le texte se veut aussi le moyen de rendre l'exploitation minière au Brésil plus respectueuse de l'environnement. En témoigne l'obligation désormais faite aux industriels de réparer les dommages causés et l'imposition d'une planification de la fermeture de la mine.

Un engagement écologiste étonnant de la part d'un chef d'Etat historiquement impopulaire, davantage réputé pour ses ennuis judiciaires et sa proximité avec l'industrie minière et l'agrobusiness. Mais, à en croire Nilo Davila, responsable des campagnes de l'organisation non gouvernementale Greenpeace au Brésil, le texte n'est rien d'autre qu'« une pluie qui ne mouille pas ». « L'obligation faite aux industriels de réparer les dommages existait déjà dans la loi. Ce qui aurait véritablement été contraignant aurait été d'obliger les sociétés à provisionner des sommes conséquentes en prévision d'accidents. Ce n'est pas le cas », précise-t-il.

### « AUCUNE LEÇON N'A ÉTÉ APPRISE »

Près de trois ans après la tragédie du Rio Doce, dans l'Etat du Minas Gerais, où la rupture d'un barrage de déchets miniers provoqua un tsunami de boue toxique, tuant 19 personnes, engloutissant des villages et ravageant la faune et la flore sur quelque 650 kilomètres, le défenseur de l'environnement est catégorique : « Rien n'est fait pour empêcher une nouvelle catastrophe environnementale, aucune leçon n'a été apprise. »

L'actualité tend à lui donner raison. Certes moins spectaculaires que la tragédie du Rio Doce, les incidents qui impliquent les mines se multiplient dans le pays, polluant les fleuves et les sols alentour sans que le secteur minier soit inquiété. Ainsi, le 12 mars, toujours dans le Minas Gerais, un pipeline de l'entreprise britannique Anglo American s'est fracturé, déversant plus de 300 tonnes de pulpe de minerai de fer (70 % de fer et 30 % d'eau) dans le fleuve de la ville de Santo Antônio do Grama. Selon le quotidien local, les sédiments se sont propagés sur 7 kilomètres.

Après seulement quinze jours d'interruption, Anglo American a repris son activité... avant que le pipeline ne se fissure de nouveau sur un deuxième segment et ne déverse 164 tonnes de pulpe de fer dans le même fleuve. Interrogée, la société relativise, expliquant que l'incident est sans commune mesure avec la coulée de boue provoquée par la rupture du barrage de Samarco. Aucune substance toxique ou chimique n'était présente dans les résidus, insiste le groupe, qui ajoute que le fleuve a été totalement nettoyé fin mai et qu'une inspection minutieuse est menée pour vérifier la solidité de l'ensemble du pipeline, étendu sur 529 km. Anglo American encourt deux amendes de 125 millions et 72 millions de reais (l'équivalent de 45 millions d'euros). Soit 0,02 % des bénéfices engrangés par le groupe en 2017.

Après de 3 000 kilomètres de là, mi-février, la rumeur enflait dans la ville de Bacarena, dans l'Etat du Para. Après les fortes pluies, il se disait que la retenue contenant les résidus de la mine d'aluminium exploitée par le groupe norvégien Norsk Hydro avait cédé. De la bauxite aurait contaminé le fleuve Para. Faux, martèle le groupe norvégien. Mais, après examen des lieux, l'entreprise reconnaît avoir rejeté dans le fleuve des eaux de pluie non traitées issues de son usine. « C'est tout à fait inacceptable », a assuré, le 19 mars, Svein Richard Brandtzæg, le PDG de l'entreprise norvégienne, dans une note. Le groupe encourt des amendes d'une vingtaine de millions de reais. Une somme bien dérisoire pour une entreprise milliardaire. ■

C. G.

## « ON A RETROUVÉ DES MÉTAUX LOURDS DANS LES CHEVEUX ET LE SANG DES HABITANTS »

ELAINE DE MELLO  
ETRUSCO CARNEIRO  
institutrice à Barra Funda

vail de Sisyphe : contenir, stabiliser – et nettoyer dans le meilleur des cas – une boue étalée sur quelque 650 kilomètres. « La faune et la flore ont été bouleversées. On ne sait pas quels effets tout cela aura sur la biodiversité », confie le biologiste. Dans un pays où l'agrobusiness et l'exploitation minière ont les faveurs du pouvoir, M. Waack constate avec dépit que « l'événement n'a pas réveillé les consciences », ni celle de la société brésilienne ni celle du gouvernement. Seules « les entreprises ont compris les méfaits sur leur réputation ».

Habile, déconcertant, contradictoire, le patron de Renova assure aujourd'hui être en mesure de « stabiliser définitivement » les choses d'ici trois ans. Et faire retrouver au Rio Doce son allure d'avant la catastrophe sur les 100 premiers kilomètres affectés. Un délai bien court, a priori, pour réparer un désastre environnemental qui a pollué 101 affluents du Rio Doce et dont les effets restent, en grande partie, incalculables.

« On ne nettoiera pas complètement le fleuve, seulement les dégâts causés par Samarco », précise M. Waack. Au-delà de la catastrophe de 2015, le Rio Doce a aussi été victime d'un « désastre silencieux » depuis plus de deux cents ans. Evoquant la pollution des eaux entamée dès l'arrivée des colons portugais assoiffés d'or, il rappelle que le Rio Doce était, avant même d'être envahi par la boue, l'un des fleuves les plus dégradés du Brésil. L'absence de traitement des eaux dans près de

80 % des villes qui bordent le fleuve et ses affluents et y déversent directement leurs égouts lui donne raison.

Ce discours déroutant mêlant déculpabilisation et enthousiasme est relayé sur le terrain par les équipes de Renova chargées d'évaluer et de réparer les dommages environnementaux. Aux abords de Paracatu, autre village détruit, la tâche principale fut d'empêcher que la boue encore collée sur les rives ne retombe dans l'eau du fleuve. Pour faire barrage, une dizaine d'espèces légumineuses ont été plantées sur les berges, renforcées de-ci de-là par des tas de pierres. A en croire Giorgio Peixoto, ingénieur civil géotechnique recruté par la fondation, l'opération est un succès : « En période de sécheresse, on voit même le fond du fleuve ! »

### « PLUS RIEN NE POUSSE ! »

Les employés de Renova travaillent aussi à la récupération de la flore. Dans les terres tapissées de boue, Giorgio Peixoto et ses confrères ont semé diverses espèces pour observer la repousse. Deux ans plus tard, les arbres vivent et respirent. « On ne dit pas que c'est merveilleux, mais on avance », insiste l'ingénieur. Reste des inconnues : les fruits qui naîtront de ces arbres posés sur un sol contaminé seront-ils sains ? Dans quelle mesure le bétail qui se nourrira de l'herbe polluée sera-t-il contaminé ? « On manque de transparence et de contrôle sur les effets de la contamination de l'eau. Il faut mener encore diverses études indépendantes », plaide Fabiana Alves, spécialiste du changement climatique au sein de Greenpeace Brésil.

Assise dans le salon de sa maison de Barra Funda, petite ville recouverte de boue en 2015, Elaine de Mello Etrusco Carneiro partage ces soupçons. « On a retrouvé des métaux lourds dans les cheveux et le sang des habitants. Les enfants et les vieux ont des problèmes respiratoires à cause de la poussière qu'a ramenée la boue. Et Samarco ne cesse de dire que ce n'est pas toxique ! Ils mentent. » Enragée, l'institutrice nous amène au fond de son jardin, qui a été recouvert d'un tapis de boue le jour fatidique : « Je me suis battue pour qu'ils l'enlèvent et ils ne l'ont fait que de façon superficielle. Et regardez, plus rien ne pousse ! »

Mobilisée comme une partie des habitants de la ville, la femme évoque aussi les moustiques, devenus exaspérants, la fièvre jaune qui a fait sa réapparition dans la région, et les crapauds ou les poissons qui ont quasiment tous disparu. « On ne fait pas confiance à cette entreprise », poursuit-elle, déterminée à lancer une analyse indépendante pour mesurer, de son côté, la qualité de l'eau.

La bonne foi de Samarco est, de fait, mise à mal par son attitude depuis la catastrophe. L'entreprise tente de minimiser ou d'habiller les faits alors que les résultats de l'enquête sur les causes du désastre tendent à démontrer une négligence coupable. Menées par le policier Rodrigo Bustamante, les investigations ont conduit à poursuivre Samarco, BHP Billiton et Vale pour « crime environnemental ». Vingt et une personnes des sociétés mentionnées sont également accusées d'« homicide volontaire » et risquent trente ans de prison, tandis qu'un ingénieur de la société VogBr, consultant de Samarco, est poursuivi pour « présentation de rapport environnemental falsifié ».

« Dès 2008, Samarco avait connaissance de problèmes multiples du barrage. Plutôt que de stopper l'activité et de mener les réparations, ils ont, par appât du gain, rafistolé l'ouvrage par petits bouts. Tout l'historique de l'entreprise montre que la catastrophe aurait pu et aurait dû être évitée », explique le policier.

Suspendues six mois à la demande de Samarco et de ses actionnaires, qui réclament l'annulation de la procédure en arguant de la présence de preuves « illégitimes », les poursuites ont repris leur cours en novembre 2017. Mais à Regencia, Bento Rodrigues ou Linhares, personne n'a attendu les résultats de l'enquête pour déclarer Samarco coupable d'avoir détruit leurs vies. ■

CLAIRE GATINOIS

Prochain épisode : au Japon, les enfances volées de Fukushima

« Contaminations » est aussi une exposition de Samuel Bollendorff présentée à Visa pour l'image, festival international du photojournalisme à Perpignan, du 1<sup>er</sup> au 16 septembre. Visapourlimage.com.